



**RAPPORT FINAL DES TRAVAUX DU DEUXIEME CONCLAVE DU
RASSEMBLEMENT DES FORCES POLITIQUES ET SOCIALES
ACQUISES AU CHANGEMENT TENU A KINSHASA LES 21 et 22
JUILLET 2017**

Les 21 et 22 juillet 2017, le Rassemblement des Forces politiques et sociales acquises au changement s'est réuni en conclave, à Kinshasa, pour la deuxième fois depuis sa création.

1. **OBJET DU CONCLAVE, PARTICIPATION ET POINTS A L'ORDRE DU JOUR**

L'objet de ce rendez-vous historique a été, d'une part, d'évaluer le parcours du Rassemblement depuis son premier conclave organisé à Kinshasa – Limeté le 14 octobre 2016 sous la haute direction de son leader charismatique d'heureuse mémoire, Etienne Tshisekedi wa Mulumba, et, d'autre part, de définir une nouvelle feuille de route ainsi que des stratégies adaptées aux réalités du moment afin d'atteindre les objectifs de son combat dans un contexte national marqué par la radicalisation du régime tyrannique de Joseph Kabila et l'aggravation dramatique de la crise politique, sécuritaire, économique et sociale qu'il a cyniquement provoquée pour demeurer au pouvoir en violation de la Constitution de la République et contre la volonté du Peuple congolais.

Le deuxième conclave du Rassemblement a connu la participation active des délégués de ses 10 (dix) composantes. Les noms de ces délégués sont repris sur la liste des participants annexée au présent rapport.

Le 2^{ème} conclave du Rassemblement a été ouvert par le discours de son Président, Monsieur Félix Tshisekedi, qui a dressé le bilan des activités du Rassemblement, circonscrit le cadre des travaux et défini les objectifs à poursuivre. Le discours du Président du Rassemblement a été suivi par les déclarations des chefs des délégations des composantes.

Les différentes interventions ci-dessus ont fourni aux participants les matériaux utiles à l'analyse rigoureuse de l'état de la Nation et les pistes de solution à suivre pour sortir le pays de l'impasse politique et lui éviter un chaos généralisé.

Les participants en expriment toute leur reconnaissance aux intervenants ainsi qu'à leurs organisations politiques et sociales respectives.

Par ailleurs, ils ont rendu un vibrant hommage à Etienne Tshisekedi wa Mulumba, père de la démocratie congolaise et combattant modèle de la liberté ainsi que de

l'Etat de droit en République Démocratique du Congo, arraché brutalement à l'affection du Peuple congolais le 1er février 2017.

Le Rassemblement en appelle à la conscience de tous pour que soient organisées sans délai des obsèques nationales à la dimension de ce digne fils du pays et de son œuvre politique.

Un moment de silence a également été observé par les participants pour honorer la mémoire du Patriarche feu Mwando Simba, membre du Conseil des Sages du Rassemblement.

Les participants au 2ième conclave du Rassemblement ont saisi l'occasion offerte par la tenue du 2ième conclave pour engager davantage le Peuple congolais à poursuivre sans relâche ni faiblesse le noble combat d'Etienne Tshisekedi wa Mulumba contre toutes les formes de dictature et faire triompher les valeurs de démocratie et de progrès social pour lesquelles il a consacré tout son combat politique.

Dans le même sens, les participants ont salué la mémoire des victimes de la répression aveugle du régime dictatorial de Joseph Kabila, plus particulièrement celle des hommes et des femmes froidement abattus par le pouvoir au cours des manifestations pacifiques des 19 et 20 septembre 2016 et des 19 et 20 décembre de la même année, organisées à travers le pays, à l'appel du Rassemblement, pour défendre la Constitution de la République et exiger l'organisation des élections démocratiques dans les délais constitutionnels.

A travers leurs délégués, toutes les composantes du Rassemblement ont réitéré leur détermination inébranlable de combattre le régime Kabila qui a plongé la République Démocratique du Congo dans l'une des crises les plus aigües de son histoire, et d'obtenir l'organisation des élections libres, transparentes, inclusives et crédibles dans les conditions fixées par l'Accord politique global et inclusif du 31 décembre 2016 en vue de l'alternance politique. A cet effet, elles ont pris, dès le départ, l'engagement ferme d'exécuter sans faille les conclusions et recommandations issues du 2ième conclave.

C'est donc sur la toile de fond d'une détermination et d'un engagement renouvelés, pour mener jusqu'à la victoire le combat du Rassemblement pour la libération du Peuple congolais de la dictature dans laquelle Joseph Kabila veut de nouveau l'enfermer, que les participants ont examiné sans complaisance les points ci-après :

- bilan des activités du Rassemblement
- état de la nation congolaise
- nouvelle feuille de route du Rassemblement.

2. EXAMEN DES POINTS INSCRITS A L'ORDRE DU JOUR

A. BILAN DES ACTIVITES DU RASSEMBLEMENT

Les participants ont constaté, qu'en dépit de la répression et de multiples entraves dressées sur son chemin par le régime despotique de Joseph Kabila, le bilan du Rassemblement est globalement positif et encourageant.

En effet, quelques jours seulement après sa création, le 10 juin 2016 à Genval, en Belgique, le Rassemblement a réussi deux fortes mobilisations des masses populaires à Kinshasa au mois de juillet.

D'abord à l'occasion du retour triomphal de son leader et Président du Conseil des sages, Etienne Tshisekedi wa Mulumba, accueilli par plusieurs millions des Congolais, le 27 juillet 2016. Ensuite, lors du meeting historique tenu, le 31 du même mois, sur l'esplanade du stade des martyrs de l'indépendance avec une participation populaire de la même ampleur.

Par la suite, répondant au mot d'ordre du Rassemblement et grâce à ses actions de mobilisation, des foules immenses des Congolais sont descendues courageusement dans les rues de Kinshasa et de plusieurs villes du pays, les lundi 19 et mardi 20 septembre 2016, pour exprimer leur rejet de Joseph Kabila à la tête de la République Démocratique du Congo et réclamer la convocation du scrutin pour l'élection du nouveau Président de la République, en remplacement de Joseph Kabila dont le second et dernier mandat s'est achevé le 19 décembre 2016 à minuit, conformément à l'article 73 de la Constitution.

Le Peuple congolais se souviendra que ces manifestations pacifiques, autorisées et démocratiques ont été réprimées dans le sang par le pouvoir en désarroi. Des centaines de nos compatriotes ont perdu la vie et d'autres ont été grièvement blessés par balles réelles tirées à bout portant par les forces de l'ordre, sans compter les arrestations arbitraires, les rafles des jeunes et les condamnations pénales à la sauvette des plusieurs manifestants dans la pire tradition des régimes tyranniques.

Le Rassemblement tient à renouveler ici, à la Nation congolaise, son serment de ne pas laisser impunis les auteurs de l'écoulement du sang de tous ces martyrs de la démocratie, de faire dédommager leurs familles en temps opportun et d'honorer leur mémoire en protégeant, quel qu'en soit le prix, l'ordre politique démocratique issu du dialogue inter congolais de Sun City et la Constitution du 18 février 2006 qui le porte.

C'est dans cette perspective que le Rassemblement n'a cessé d'intensifier les pressions internes sur Joseph Kabila et de mener des actions diplomatiques pour les contraindre, ses alliés et lui-même, à respecter la Constitution, à libérer le processus électoral et à mettre fin à la dérive totalitaire.

Grâce à la participation active de l'écrasante majorité des Congolais et à l'accompagnement des Etats démocratiques au sein de la communauté internationale, ces pressions et actions ont permis de faire échec à la conspiration diabolique ourdie dans l'Accord de la Cité de l'Union Africaine (UA) du 18 octobre 2016 contre le Peuple congolais par la Majorité présidentielle et ses alliés avec la complicité de Sieur Edem Kodjo, facilitateur de triste mémoire, afin de donner à Joseph Kabila un troisième mandat présidentiel que la Constitution lui interdit pourtant.

Cependant, afin de préserver notre Peuple contre un nouveau bain de sang que le pouvoir s'apprêtait à faire couler impitoyablement, une fois de plus, et de donner la chance à une sortie pacifique de la crise, le Rassemblement, fidèle à sa règle d'or de la non-violence, a dû souscrire, sans capitulation ni compromission, à la tenue d'un Dialogue politique véritablement inclusif sous la garantie de la communauté internationale et l'a imposé à Joseph Kabila et à ses alliés.

Tel est le sens profond de la démarche du Rassemblement en s'impliquant, sans complaisance et en toute lucidité, dans les négociations politiques du Centre interdiocésain de Kinshasa.

Ces négociations ont abouti, sous la médiation de la Conférence Episcopale Nationale du Congo, CENCO, à la signature, le 31 décembre 2016, de l'Accord politique global et inclusif du Centre interdiocésain de Kinshasa, dit Accord de la Saint Sylvestre, par la Majorité présidentielle et alliés, d'une part et par le Rassemblement et le Front pour le respect de la Constitution, d'autre part.

C'est ici le lieu **pour le Rassemblement de rappeler que l'Accord du 31 décembre 2016 est un dispositif juridique et institutionnel cohérent et indivisible construit laborieusement par les composantes politiques et sociales représentatives des forces vives de la Nation congolaise dans l'unique but de conduire rapidement la République Démocratique du Congo à des élections pacifiques, libres, transparentes, inclusives et crédibles.**

En plus, en attendant la tenue de ces élections, l'Accord de la Saint Sylvestre a le mérite de résoudre consensuellement la question de l'illégitimité généralisée de tous les membres des institutions à mandats électifs causée par l'expiration de ces mandats et le blocage du processus électoral par Joseph Kabila.

Pour l'essentiel, cet Accord a édicté sans équivoque les principes fondamentaux ci-après :

1. respect absolu par tous de la Constitution et des lois de la République ;
2. non révision ni changement de Constitution ni par la voie parlementaire, ni par référendum pendant la période préélectorale et électorale ;
3. tenue des élections présidentielle, législatives et provinciales au plus tard le 31 décembre 2017 ;
4. application par le Gouvernement des mesures de décrispation politique notamment la levée des toutes les entraves dressées par le pouvoir contre l'exercice des droits humains et des libertés fondamentales, l'arrêt des procédures judiciaires à motivation politique, **la libération des détenus politiques et d'opinion, la libération des activités politiques pour tous les partis et candidats, la fin du dédoublement des partis politiques de l'Opposition, la libération des médias publics et privés à travers l'ensemble du territoire national ;**
5. **audit de la CENI** et renforcement de son indépendance, de son impartialité et de ses capacités ;
6. mise en place d'une institution d'appui à la démocratie sur pieds de l'article 222 de la Constitution afin d'assurer le suivi aussi bien de l'Accord que du processus électoral, le Conseil National de Suivi de l'Accord et du Processus électoral, le CNSA ;
7. maintien en fonction de Joseph Kabila à la présidence de la République et des membres des assemblées délibérantes nationales et provinciales pendant la période préélectorale et électorale ;
8. en contrepartie et en guise de garantie de mise en œuvre de l'Accord ainsi que de bonne fin du processus électoral, présentation du Premier Ministre de la transition par l'Opposition/Rassemblement et direction du CNSA par le Président du Conseil des sages du Rassemblement.

L'Accord de la Saint Sylvestre est dès lors apparu, à tous, à la fois comme une avancée significative dans la direction du règlement pacifique de la crise politique et un espoir réel pour la tenue des élections véritablement démocratiques avant la fin de l'année 2017.

C'est pourquoi l'ensemble du Peuple congolais l'a approuvé et la communauté internationale l'a soutenu, en particulier les Nations Unies à travers la résolution 2348 du Conseil de Sécurité adopté à l'unanimité de ses membres, l'Union Africaine, la CIRGL, la SADEC, l'Union Européenne et les Etats-Unis d'Amérique par leurs prises de position officielles respectives.

L'Accord politique global et inclusif du 31 décembre 2016 est incontestablement un acquis essentiel de la lutte du Rassemblement pour la tenue en RDC des élections conformes à la Constitution et aux standards internationaux en la matière.

En dépit du combat d'arrière-garde de Joseph Kabila et de ses alliés qui bloquent sa mise en œuvre, cet Accord demeure la seule voie consensuelle et acceptable pour organiser les élections présidentielle, législatives et provinciales d'ici au plus tard le 31 décembre 2017, dans les conditions minimales non seulement de transparence et de liberté mais aussi de chances égales pour tous les candidats. Subsidiairement, **pour le Rassemblement, l'Accord de la Saint Sylvestre est aussi une des pièces précieuses de l'important héritage politique légué au Peuple congolais par le Président Etienne Tshisekedi wa Mulumba et le dernier acte de son combat héroïque pour la cause nationale, avant de tirer sa révérence, le 1er février 2017 à Bruxelles. Au risque de cracher sur la mémoire de son initiateur, le Rassemblement ne peut, en aucun cas, cautionner le détricotage de cet Accord.**

C'est pourquoi, tirant les conséquences de la disparition inopinée de son leader charismatique et Président du Conseil des sages, Etienne Tshisekedi wa Mulumba, les 9 composantes fondatrices du Rassemblement ont procédé, en date du 02 mars 2017, à sa redynamisation afin de poursuivre et de parachever, dans la cohésion interne et avec efficacité, le combat de l'illustre disparu en faveur de la démocratie et de l'Etat de droit en RDC.

Ainsi, la nouvelle architecture de gestion politique et administrative du Rassemblement se présente comme suit :

1. le Président
2. le Conseil des sages composé des délégués des composantes et dirigé par un Président assisté de 3 Vice-présidents
3. la Coordination des actions dirigée par un Bureau composé d'un Coordonnateur, 4 coordonnateurs adjoints, un rapporteur, un rapporteur adjoint, un trésorier et un trésorier adjoint.

Le Règlement intérieur du Rassemblement a été adopté par le Conseil des sages à la faveur de cette redynamisation. Il détermine les attributions des organes cités ci-dessus et définit les règles de leur fonctionnement.

La redynamisation du Rassemblement et l'adoption de son règlement intérieur ont contribué au renforcement de son unité, à la clarification du rôle d'un chacun et à

la consolidation de l'implication de toutes les composantes de la plate-forme à son leadership à travers le Président, le Conseil des sages et la Coordination des actions. Elles ont offert aussi l'occasion de tester la sincérité de l'attachement aussi bien des composantes que de leurs membres respectifs au Rassemblement et de resserrer ses rangs.

Quoi qu'on en pense, grâce à la redynamisation, le Rassemblement a pu surmonter la rude épreuve de la disparition inattendue de son chef de file et poursuivre sa lutte pour le changement démocratique en RDC.

A cet égard, **le Rassemblement dit tout haut aux Congolais qu'il se tient toujours prêt à braver toutes actions de déstabilisation orchestrées par le pouvoir et à affronter avec la même vigueur, aux côtés du peuple, les défis de son combat.**

Parmi ces défis, l'un des ceux qui sont prioritaires consiste à obtenir le déblocage, en dépit des manœuvres dilatoires de Joseph Kabila, de l'application de l'Accord politique global et inclusif du 31 décembre 2016 et l'organisation des élections dans les conditions et délai fixés par ledit Accord. L'urgence d'appliquer intégralement et fidèlement l'Accord de la Saint Sylvestre et d'organiser les élections comme convenu devient d'autant plus évidente que l'état général de la Nation congolaise est très préoccupant et présage d'un avenir encore plus sombre.

2. ETAT DE LA NATION

Concernant l'état de la Nation congolaise, les participants au 2ième conclave du Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement ont été unanimes pour constater avec les autres compatriotes que la République Démocratique du Congo va très mal sur tous les plans, politique, sécuritaire, économique et social. Le pays est au bord de l'implosion.

1. Plan politique

La tension est vive. La détente créée in extremis par l'ouverture des négociations directes sous la médiation des Evêques de l'Eglise Catholique Romaine à la veille du 19 décembre 2016, date de la fin du second et dernier mandat de Joseph Kabila à la tête de la RDC, a volé en éclat. L'espoir de la fin de la crise suscité par l'Accord du 31 décembre 2016 chez les Congolais, au lendemain de sa signature, s'est volatilisé. Ni l'esprit ni la lettre de cet Accord ne sont aujourd'hui respectés par Joseph Kabila.

En effet, après avoir nommé un Premier ministre de son choix à la place de celui présenté par le Rassemblement comme l'exige l'Accord de la Saint Sylvestre à sa clause III.3.3, Joseph Kabila a fait signer, le 27 avril 2017, un arrangement particulier inachevé et falsifié à sa famille politique et à ses alliés, en l'absence du Rassemblement et de la CENCO, médiateur attitré. Au surplus, ce document frauduleux a modifié l'Accord du 31 décembre 2016 dans ses clauses essentielles relatives à la nomination du Premier ministre et à la présidence du Conseil National de Suivi de l'Accord et du processus électoral confiée au Président du Conseil des sages du Rassemblement.

Les mesures de décrispation politique n'ont été appliquées qu'à compte-gouttes, de façon sélective et dérisoire. **Moïse Katumbi** reste contraint à l'exil par suite des procédures judiciaires dont, au surplus, le rapport d'enquête de la CENCO a démontré qu'elles étaient une mascarade pour l'empêcher de se porter candidat à la prochaine élection présidentielle. **Eugène Diomi Ndongala, Jean-Claude Muyambo, Franck Diongo, Saphora Biduaya, Saa Sita, Jean-Baptiste Kasekwa, Huit Mulongo** croupissent toujours injustement en prison.

A Kinshasa, à Lubumbashi et à Goma, pour ne citer que ces villes les plus illustratives de la terreur du régime actuel, des centaines des combattants de l'UDPS et des militants des partis du Rassemblement (MSR, ECIDE, UNAFEC, UNADEF...) sont détenus arbitrairement et torturés dans les geôles obscures de la police nationale (PNC), de l'Agence nationale des renseignements (ANR) et de la DEMIAP, toutes aux ordres du pouvoir.

Les restrictions aux libertés fondamentales ne sont pas encore levées et les droits de l'Homme font toujours l'objet des violations graves par les services de l'Etat en toute impunité. Les enlèvements, les arrestations et détentions arbitraires, les brimades et les tortures des opposants politiques ainsi que des acteurs de la société civile par les services de sécurité civile et militaire sont loin de cesser.

L'espace politique demeure confisqué, car les plates-formes et partis du Rassemblement sont toujours interdits d'activités politiques sur toute l'étendue du territoire national. Ils n'ont pas accès aux médias publics transformés en tribune de diffamation des opposants et de propagande du régime Kabila. Les médias proches du Rassemblement restent fermés.

Pour tout dire, la décrispation politique prescrite par l'Accord du 31 décembre 2016 est rangée dans le placard de tant d'autres engagements pris mais jamais honorés par Joseph Kabila.

Le Rassemblement exige :

- 1. l'abandon des poursuites contre Moïse Katumbi Chapwe, comme l'ont demandé la CENCO et le Comité du Haut-commissariat des droits de l'Homme des Nations Unies ;***
- 2. la libération immédiate de Jean-Claude Muyambo, d'Eugène Diomi Ndongala, de Frank Diongo, Saphora Biduaya, Saa Sita, Jean-Baptiste Kasekwa, de Huit Mulongo, de tous les combattants et militants des partis politiques membres des composantes du Rassemblement ainsi que des acteurs de la société civile détenus par les services de sécurité et la Police nationale ;***
- 3. la fin du dédoublement des partis politiques de l'Opposition ;***
- 4. la libération totale et sans délai de l'espace politique et médiatique.***

Concernant les élections, les participants au 2^{ème} conclave du Rassemblement ont observé que le processus électoral est toujours mis en mal par la seule volonté de Joseph Kabila qui, après avoir dévoyé l'Accord de la Saint Sylvestre prévoyant des mécanismes de contrôle et de suivi de ce processus, dicte la ligne de conduite aux dirigeants de la Commission Electorale Nationale Indépendante, CENI.

Ainsi, faisant fi des clauses de l'Accord de la Saint Sylvestre et du rejet catégorique par l'écrasante majorité des Congolais de toute remise en cause de la Constitution en vigueur en cette période suspecte, Joseph Kabila **et sa** famille politique pousse l'outrecuidance jusqu'à inviter publiquement le peuple au référendum constitutionnel qu'ils présentent comme un préalable à l'organisation des élections.

En outre, les déclarations de Joseph Kabila au journal allemand De Spiegel et à Lubumbashi devant certaines notabilités de la place ne laissent planer aucun doute non seulement sur son rejet de l'Accord politique global et inclusif du Centre interdiocésain mais aussi sur sa détermination de ne pas laisser les élections se tenir à l'échéance convenue dans cet Accord.

A cet égard, l'annonce de « l'impossibilité » de tenir une quelconque élection au courant de cette année fait, à Paris au début de ce mois de juillet 2017, avec beaucoup de suffisance, par Corneille Naanga, Président de la CENI, en parfaite intelligence avec Joseph Kabila, a levé toute quant au renvoi sine die des élections présidentielle, législatives et provinciales.

Ainsi, la perspective des élections présidentielle, législatives et provinciales en 2017 s'éloigne chaque jour davantage, ce qui surchauffe les esprits et exacerbe la tension politique dans le pays.

Le Rassemblement rappelle que ni la Constitution, ni les lois de la République et, encore moins, l'Accord de la Saint Sylvestre ne donne pouvoir au Président de la CENI ou à une quelconque institution de la République de renvoyer ou de reporter une élection, et, de surcroît celle prévue par la loi suprême. L'Accord politique global et inclusif du Centre interdiocésain n'a prévu que la possibilité d'ajustement de la séquence électorale à trois scrutins initialement prévue, s'il advenait un cas de force majeure qui ne permettrait plus un couplage de la présidentielle, des législatives et de provinciales.

Le Rassemblement tient à indiquer clairement qu'il ne laissera pas Joseph Kabila et ses alliés continuer à narguer tous les temps le Peuple congolais et pratiquer leur stratégie machiavélique de destruction de la République.

Il dénonce le cynisme et l'hypocrisie de Joseph Kabila et de sa famille politique qui prétendent appliquer l'Accord politique global et inclusif du Centre interdiocésain alors que, par ailleurs, ils s'emploient chaque jour à le pervertir et à le vider de sa substance.

Le Rassemblement considère que ce faisant, Joseph Kabila et les siens ont apporté, une fois de plus, la preuve qu'ils ne sont pas des interlocuteurs fiables. Ils ne respectent ni la Constitution et les lois de la République, ni les accords signés de plein gré et affichent le plus grand mépris pour le Peuple congolais, les résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies, les recommandations des institutions régionales et sous régionales africaines, et pour l'Union européenne à laquelle, pourtant, la République Démocratique du Congo est liée par un instrument international contraignant, l'Accord de Cotonou.

Aussi, l'isolement diplomatique dans lequel Joseph Kabila est en train d'enfermer de nouveau la République Démocratique du Congo n'est-il que la conséquence logique de son obstination à naviguer à contre-courant des aspirations profondes du Peuple congolais à l'alternance démocratique et de la position partagée des partenaires extérieurs les plus significatifs qui estiment à raison, que l'organisation des élections dans le respect de la Constitution et de l'Accord de la Saint Sylvestre, en toute transparence, est un facteur de progrès démocratique, de paix, de stabilité et de sécurité tant au Congo que dans la Région des Grands Lacs.

Cette position est d'autant plus justifiée qu'en vérité la République Démocratique du Congo vit actuellement sous le régime d'un coup d'Etat constitutionnel à peine voilé perpétré par Joseph Kabila.

Sur le registre de l'administration territoriale, l'aventure de l'installation précipitée de 15 nouvelles provinces à des fins politiciennes se solde par un fiasco total. Ces provinces sont devenues des foyers de malversations financières et des tensions politiques permanentes comme en témoignent les motions de défiance en cascade dans les assemblées provinciales contre les gouverneurs godillots placés dans lesdites provinces.

Ainsi, avec des dirigeants sans légitimité, une justice instrumentalisée par le pouvoir et des institutions dysfonctionnantes, à cause de la gestion désastreuse et patrimoniale des affaires de l'Etat par Joseph Kabila, la République Démocratique du Congo projette à ce jour l'image d'un Etat en faillite, sans autorité, incapable de remplir ses missions régaliennes notamment la sécurité des personnes et de leurs biens.

2. Plan sécuritaire

Déjà quasi endémique à l'Est du pays, l'insécurité a atteint son paroxysme au cours de deux dernières années en atteignant la quasi-totalité du territoire national.

En effet, au Nord Kivu, alors que les populations de Béni et de Lubero n'ont pas encore fini de pleurer les victimes des massacres cycliques de nos concitoyens prêtés aux rebelles de l'ADF-NALU et de LRA par le pouvoir, alors que les plaies ouvertes par le passage du M-23 de triste mémoire sont encore béantes, d'autres groupes armés et rébellions aux contours flous affrontent les forces armées congolaises, les FARDC, dans des violents combats à Béni et à Uvira. Le Gouverneur du Nord-Kivu y voit, d'ailleurs, un signe annonciateur d'une énième guerre civile ou d'agression en gestation dans sa province.

A Bunia, le conflit intercommunautaire Hema-Lendu s'est rallumé de ses cendres pour des raisons encore non élucidées.

Le Rassemblement salue le courage et la détermination de nos vaillants militaires qui, en dépit des conditions de travail très difficiles, n'ont cessé, au cours de ces deux dernières décennies, d'exposer leurs vies, particulièrement à l'Est, pour sécuriser notre peuple et assurer l'intégrité du territoire national face à l'ennemi. Il exhorte tous les Congolais à les soutenir et demande avec insistance au gouvernement d'améliorer substantiellement leurs conditions de vie et de travail.

Le Rassemblement dénonce et condamne l'irresponsabilité du régime Kabila et son incurie quasi congénitale pour éradiquer le cycle infernal des violences répétées à l'Est de la République, identifier leurs vrais auteurs et les punir.

Les participants au 2ième conclave du Rassemblement ont exprimé leur révolte du fait que le pouvoir adopte le même comportement au centre du pays où, depuis plus de 9 mois, sévissent au quotidien dans les provinces du Kasai, Kasai central, Kasai oriental et Lomami, des atrocités et des actes de barbarie innommables par des massacres à grande échelle des populations civiles.

A Kinshasa, dans le Tanganyika, au Kongo Central, comme dans toutes les autres provinces affectées par les conflits, les confrontations entre communautés sont instrumentalisées et rallumées par des acteurs politiques, bien connus du pouvoir. Mais face auxquels, l'Etat entretient une totale complaisance.

L'Eglise catholique, les ONG des droits de l'Homme et les élus locaux ont dénombré dans les provinces précitées plus de 3000 victimes parmi lesquelles des chefs coutumiers, des femmes, des enfants et deux experts des Nations Unies mandatés pour enquêter sur les violations massives des droits de l'Homme dans l'espace kasaïen où, à ce jour, 83 fosses communes documentées par les Nations Unies ont été découvertes.

Des villages entiers ont été rasés et plus d'un million des Kasaïens ont été forcés à fuir dans la brousse et à se réfugier dans les provinces voisines de l'espace kasaïen jusqu'en Angola dans des conditions inhumaines. Ils y vivent d'expédients et dans un état de quasi dénouement.

En dépit de la gravité de la situation, le pouvoir Kabila, comme à ses habitudes, s'est répandu en dénégations éhontées tant sur la matérialité de la tragédie kasaïenne que sur ses causes profondes et l'identité exacte de ses auteurs, confirmant ainsi son incapacité de sécuriser les Congolais et créditant les soupçons sur sa responsabilité dans cette tragédie.

Qui pis est, Joseph Kabila, sa famille politique et la CENI exploitent maintenant, avec le plus grand cynisme, les événements tragiques du Grand Kasai, pour justifier sans cesse le report des élections que le Peuple congolais réclame pour le 31 décembre 2017 au plus tard.

Dans ces conditions et dans sa configuration actuelle, la crise kasaïenne suscite beaucoup d'interrogations, notamment sur ses véritables protagonistes, ses motivations réelles, sa finalité et ceux qui en profitent.

Quoiqu'il en soit, force est de constater que le feu s'allume dans certains coins névralgiques du pays comme dans une stratégie d'un chaos programmé pour empêcher l'organisation des élections présidentielle, législatives et provinciales en 2017.

Le Rassemblement réitère sa solidarité avec les populations de l'Est et du Grand Kasai, et sa disponibilité à collaborer au rétablissement de la paix et de la sécurité partout où cela est possible à travers la République.

Il appuie totalement la résolution du Conseil des droits de l'Homme des Nations Unies du 23 juin 2017 sur les violations des droits de l'Homme au Kasai, résolution qui prévoit le déploiement d'une équipe d'experts internationaux

indépendants en vue de déterminer les faits et les circonstances des violations des droits de l'Homme afin que leurs auteurs, quelle que soit leur affiliation, soient traduits en justice.

Il demande à tous les Congolais de veiller à l'application stricte de cette résolution et d'apporter toute assistance nécessaire aux experts de l'ONU pour le meilleur accomplissement de leur mission.

Le Rassemblement invite le Gouvernement congolais à ne point faire obstruction au travail des experts des Nations Unies chargés d'enquêter sur les violations des droits de l'Homme au Kasai.

Outre les crimes ignobles contre l'humanité énumérés ci-dessus, les évasions spectaculaires et en cascade vécues en juin et au cours de ce mois de juillet y compris, pour la première fois en RDC, dans la ville de Kinshasa, dans la province du Kongo central et au Nord-Kivu ont amplifié l'insécurité. Elles ont, en outre, confirmé l'absence de l'autorité de l'Etat et remis en service des criminels de grand chemin. A moins que cela ne soit qu'une manœuvre machiavélique que Joseph Kabila entretient pour justifier à terme l'instauration d'un état d'urgence dans le pays qui lui permettrait de continuer à bloquer l'organisation des élections. En réalité, sous le règne de Joseph Kabila, la RDC s'est transformée en une jungle où règnent l'anarchie et la loi d'une minorité au pouvoir qui s'accapare de tout au détriment du plus grand nombre en toute impunité.

3. Plan économique et social

Sur plan économique et social, les participants au 2ième conclave du Rassemblement des forces politiques et sociales ont déploré ce qui suit :

1. la crise de légitimité, l'incertitude politique, l'insécurité physique et juridique, l'incurie de l'administration publique et l'absence de l'autorité de l'Etat ont occasionné la fuite des capitaux, un processus de désinvestissement et une chute drastique des recettes du trésor qui dépassent à peine 1 milliards de dollars au premier semestre 2017.

Ainsi, la consommation des réserves de change de la Banque Centrale ne permet plus de couvrir que 2 à 3 semaines d'importations ; la monnaie nationale, le Franc congolais, s'est fortement dépréciée sur le marché de change, en particulier par rapport au dollar américain qui s'échange à ce jour à près de 1700 FC/1\$ contre 930FC/1\$ l'année dernière à la même période, soit une dépréciation de plus de 65%. Selon la prévision du FMI, sans appui budgétaire extérieur conséquent, en décembre de cette année un dollar américain s'achètera à 2000 FC, soit une dépréciation de plus de 100% par rapport au taux d'octobre 2016. Le taux de croissance annuel de l'économie nationale qui était de 7% en décembre 2016 n'atteindra pas 4% à la fin de l'année en cours, selon les prévisions les plus optimistes. Les prix de denrées alimentaires et du carburant ont augmenté d'environ 25% par rapport à leur niveau de janvier dernier. La loi des finances pour l'exercice 2017 promulguée récemment fixe le budget de l'Etat à moins de 5 milliards USD en recettes propres au taux moyen de dollar américain, déjà dépassé, de 1425.25 FC/ 1\$, alors qu'en 2016 ce budget était d'environ 9 milliards USD, soit une baisse de 50% en quelques mois.

2. sous l'effet combiné de la contraction des ressources de l'Etat, de la dépréciation monétaire et de l'inflation, non seulement les salaires des agents et fonctionnaires de l'Etat sont devenus plus insignifiants qu'en janvier 2017 et les arriérés s'accumulent de plus en plus aussi bien dans le secteur public que parapublic jusqu'à 5 mois, mais aussi le pouvoir d'achat des populations s'est effrité d'au moins 50% au cours de six derniers mois.
3. le délabrement des infrastructures de base hydrauliques, énergétiques, routières, sanitaires et scolaires s'est accentué ;
4. la tension sociale est perceptible, plus particulièrement dans les villes où environ 80% des jeunes sont au chômage ;
5. des scandales financiers éclatent dans les médias nationaux et internationaux mettant en cause Monsieur Kabila, sa famille biologique et ses proches (Panama papers, fonds CENI à BGFI, contrat passeports biométriques, gestion des fonds FPI etc....) dans l'indifférence totale du Parquet général de la République, du Parlement et des organes de contrôle de gestion des deniers et biens publics ;
6. pendant ces temps, l'oligarchie prédatrice, qui trône à la tête de nos institutions politiques et administratives et qui gère les sociétés d'Etat ainsi que les établissements publics en RDC, affiche avec arrogance son opulence et s'illustrent en toute impunité par des actes – à l'exemple de la dernière distribution des postes à des copains et coquins -, qui aggravent davantage la misère des populations congolaises ;
7. des millions des dollars américains sont décaissés du trésor public pour, d'une part, acheter les consciences des certains membres et dirigeants des grands corps de l'Etat afin qu'ils soutiennent le pouvoir, et, d'autre part, payer des lobbies étrangers engagés pour plaider sa cause auprès des décideurs internationaux, en même temps qu'ils pleurnichent auprès des bailleurs des fonds étrangers pour obtenir des des appuis budgétaires ;

En définitive, l'état de la Nation congolaise dressé par les participants au 2ième conclave du Rassemblement des forces politiques et sociales acquises au changement dénote une double crise de gouvernance et de légitimité des dirigeants, conséquence logique d'une gestion calamiteuse et de plus en plus privatisée de la République Démocratique du Congo par le régime de Joseph Kabila au pouvoir depuis 16 ans.

A l'heure actuelle, cette double crise accentuée par l'obstination malade de Joseph Kabila et de sa famille politique élargie de rester à tout prix au pouvoir risque, si l'on y réagit pas vite et avec vigueur, de plonger le pays dans une énième guerre civile et de le faire implorer, ce qui, à coup sûr, fragilisera la cohésion nationale et compromettra pour longtemps la paix civile, la stabilité des institutions républicaines ainsi que les chances de développement socio-économique du pays.

Congolaises et Congolais, l'heure a donc sonné pour nous mettre tous debout, comme la 50ième assemblée plénière de leur Conférence nous a exhortés dans sa déclaration du 3 juin dernier, afin de défendre la République, sa

Constitution et l'ordre démocratique gravement menacé par les satrapes qui gouvernent notre pays.

La situation critique créée, planifiée et entretenue par Joseph Kabila et ses partisans, exige, pour être résolue, la tenue des élections libres, pluralistes, inclusives, transparentes et crédibles au plus tard le 31 décembre 2017.

2. NOUVELLE FEUILLE DE ROUTE DU RASSEMBLEMENT

C'est pourquoi et au regard de tout ce qui précède, les participants au 2ième conclave ont adopté à l'unanimité les éléments fondamentaux de la nouvelle feuille de route du Rassemblement ci-après :

- 1. Les élections justes, transparentes, inclusives, crédibles et pacifiques doivent se tenir au plus tard le 31 décembre 2017 conformément à l'Accord politique, global et inclusif du Centre interdiocésain de Kinshasa ;**
- 2. A cet effet, le Rassemblement exige :**
 - A. l'exécution de toutes les mesures de décrispation politique convenues ;**
 - B. l'audit et la redynamisation de la CENI pour renforcer son indépendance, sa neutralité, son impartialité et ses capacités ;**
 - C. la publication, sans tarder, du calendrier électoral tenant compte de la date butoir du 31 décembre 2017 pour les scrutins présidentiel, législatifs et provinciaux, étant entendu que Joseph Kabila ne briguera pas un troisième mandat ;**
 - D. la publication des résultats des opérations d'enrôlement des électeurs au plus tard le 31 juillet 2017 par la CENI comme elle s'y est engagée ;**
 - E. la convocation de l'électorat au plus tard le 30 septembre 2017 ;**
- 3. Le Rassemblement rejette toute idée d'un éventuel troisième dialogue, véhiculée par Joseph Kabila et sa famille politique ;**
- 4. Considérant que Joseph Kabila a délibérément bloqué le processus électoral et violé l'Accord de la Saint Sylvestre, le Rassemblement constate que se faisant :**
 - il a renoncé à la légitimité que seul cet Accord lui conférait et ne peut plus se prévaloir de la qualité de Président de la République**
 - il n'est pas un interlocuteur crédible ;**
 - il n'est plus possible d'organiser les élections avec lui à la tête du pays.**
- 5. Le Rassemblement demande à Joseph Kabila de libérer, sans délai le processus électoral et la mise en œuvre intégrale de l'Accord du 31 décembre 2016. Dans le cas contraire, le Rassemblement entend entreprendre, avec le Peuple congolais, sur pied de l'article 64 de la Constitution et des lois de la République, toutes les actions nécessaires jusqu'au départ de Joseph Kabila du pouvoir ;**
- 6. Le Rassemblement informe le Peuple congolais que le programme des actions qu'il a arrêté comporte les étapes suivantes :**
 - A. Dès la clôture du Conclave :**

1. **appel à la souscription pour l'organisation des obsèques du Président Etienne Tshisekedi wa Mulumba par une contribution financière volontaire de chaque Congolais de l'intérieur et de l'extérieur, d'ici au 31 août 2017, auprès de Monseigneur Gérard Mulumba. Les modalités pratiques seront communiquées incessamment**
2. **lancement de la campagne d'explication, de sensibilisation et de mobilisation du peuple à travers tout le pays.**
3. **visite des centres d'enrôlement**
 1.
 - A. **A partir du 1er août 2017 :**
 - i. **poursuite de la campagne d'explication, de sensibilisation et de mobilisation du peuple à travers tout le pays.**
 - ii. **appel à observer 2 journées ville-morte les mardi le 8 et mercredi le 9 août**
 - iii. **organisation des meetings populaires le dimanche 20 août 2017 dans les chefs-lieux et autres grandes villes des provinces ainsi que dans les 4 districts de la ville de Kinshasa .**
 - **A partir 1er octobre 2017 : à défaut pour la CENI de convoquer le corps électoral pour les scrutins électoraux prévus au 31 décembre 2017 au plus tard, les actions suivantes sont prévues et seront d'application jusqu'au départ de Joseph Kabila du pouvoir et du bureau de la CENI :**
 1. **appel au peuple congolais de ne plus reconnaître Joseph Kabila comme Président de la République et à la communauté internationale d'en faire autant**
 2. **seating devant les bureaux de la CENI sur toute l'étendue de la République pour le départ de Corneille Naanga et de tout son Bureau**
 3. **lancement des actions de désobéissance civile en vertu de l'article 64 de la Constitution, notamment ne plus s'acquitter de tout impôt, taxes, redevances publiques, factures de la SNEL, REGIDESO ...**
7. **Subséquentement au départ de Joseph Kabila, la mise en place d'un dispositif approprié permettant l'organisation des élections dans les meilleurs délais s'impose.**
8. **Le Rassemblement lance un appel à toutes les forces vives de la nation, partis politiques et associations de la société civile non seulement de se mobiliser pour participer activement aux actions de libération ci-dessus, mais aussi à prendre, de façon continue, toutes les initiatives d'actions pacifiques sur l'ensemble du territoire national en vue de :**
 - A. **respect absolu de la Constitution**
 - B. **l'organisation des élections libres, transparentes, inclusives et crédibles au plus tard le 31 décembre 2017 dans les conditions prévues par l'Accord de la Saint Sylvestre**
 - C. **faire échec à la restauration de la dictature**
 - D. **l'obtention de l'alternance politique.**

Dans cet ordre d'idées, le Rassemblement appuie l'appel aux manifestations publiques du 31 juillet lancé par la Lucha, les grèves organisées par le Syndicat National des Médecins et les fonctionnaires de l'Etat.

9. Le Rassemblement lance un appel aux partenaires extérieurs bi et multilatéraux, chacun pour ce qui le concerne, pour :
 - appuyer la réalisation des conditions et du cadre électoral ci-dessus ;
 - consolider le processus électoral par le renforcement du dispositif de la MONUSCO et le déploiement le plus large possible de ses troupes à travers le pays, afin de sécuriser aussi bien les opérations électorales que les candidats aux côtés de la Police nationale ;
 - assurer l'implication plus formelle et contraignante des Nations Unies et de l'OIF dans le suivi du processus électoral selon leurs propres mécanismes et sur base de leurs expériences respectives antérieures ;
 - débloquer effectivement les fonds promis notamment dans le cadre du PACEC et l'assistance au renforcement des capacités des observateurs électoraux des organisations crédibles de la société civile et à leur déploiement en nombre suffisant à travers le territoire national.
10. Le Rassemblement remercie les partenaires extérieurs de la République Démocratique du Congo pour leur accompagnement des efforts des Congolais en vue de construire une véritable démocratie et un Etat de droit dans leur pays, gage de la paix civile, de la stabilité et des progrès durables dont a besoin toute nation pour se développer.
11. Le Rassemblement les exhorte à poursuivre cet accompagnement et soutient les sanctions ciblées prononcées par l'Union européenne et les Etats-Unis d'Amérique contre les barons du pouvoir en place qui entravent la démocratie et le processus électoral en posant, en ordonnant et en encourageant des actes attentatoires aux droits de l'Homme et aux libertés fondamentales ou en tenant des propos et attitudes poursuivant ce même objectif.

Kinshasa, le

Pour le 2ième conclave du Rassemblement

Le Rapporteur général
Président

Le